

Éléments de conjoncture francilienne

(dernières données disponibles, au 21 octobre 2022)

L'épidémie de Covid-19 a provoqué un coup de frein d'une ampleur inédite en 2020 ; le rebond n'est pas encore complet et est devenu encore plus incertain du fait de la guerre en Ukraine et du choc inflationniste qui en découle. Ainsi, le trafic de Paris Aéroport en septembre dernier était encore inférieur de 13,9 % à celui de septembre 2019, le taux de chômage en Ile-de-France n'est plus inférieur que de 0,2 % au taux en France métropolitaine, etc.

Créations d'entreprises

(dern. information disponible : 2^e trimestre 2022)

Au deuxième trimestre 2022, le nombre de créations d'entreprises en Ile-de-France s'est élevé à 65 462. Ce volume a représenté **un nouveau repli - le quatrième consécutif - de 4,8 %** comparativement au deuxième trimestre 2021 ; malgré tout, les créations d'entreprises « classiques » sont restées quasiment stables (+ 0,3 % sur un an contre - 8,4 % pour les micro-entrepreneurs). Parallèlement, en France, le nombre total de créations d'entreprises s'est réduit de 5,1 % sur un an.

Défaillances d'entreprises

(dern. information disponible : 2^e trimestre 2022)

2 203 défaillances d'entreprises ont été recensées en Ile-de-France au deuxième trimestre 2022, soit **une augmentation de 28,2 % sur un an** ; malgré cette orientation haussière, le volume de défaillances reste très faible dans la région : ainsi, au deuxième trimestre, il s'est avéré inférieur de respectivement 28,8 % et de 28,5 % à ceux des mêmes trimestres de 2019 et de 2018. Au plan national, la tendance a également été au rebond : + 49,0 % par rapport au deuxième trimestre 2021 mais - 22,8 % et - 25,9 % par rapport aux deuxièmes trimestres 2019 et 2018.

Taux de chômage

(dern. information disponible : 2^e trimestre 2022)

Nettement reparti à la hausse au plus fort de la crise sanitaire, **le taux de chômage francilien** s'est d'abord réduit fin 2020, puis stabilisé entre 7,5 % et 7,7 % début 2021 avant de se replier nettement au quatrième trimestre 2021 ; début 2022, il **s'est réduit de 0,1 point au premier trimestre, puis est resté stable à 7,0 % au suivant**. Au plan national, le reflux du taux de chômage a été plus marqué : les conséquences de la crise ont été effacées dès début 2021 et le taux de chômage en France métropolitaine s'est élevé à 7,2 % au printemps 2022, soit quasiment le même niveau qu'en Ile-de-France alors que l'écart était de 0,7 point au profit de la région-capitale fin 2019.

Emploi salarié privé

(dern. information disponible : 2^e trimestre 2022)

La crise sanitaire a provoqué une forte baisse du niveau de l'emploi salarié privé en Ile-de-France alors que celui-ci avait augmenté de manière continue pendant 7 ans : l'économie francilienne a ainsi perdu plus de 100 000 emplois privés en 2020. **L'emploi francilien** s'est redressé en 2021 et a continué à le faire début 2022 (+ 0,6 % sur un trimestre au premier trimestre, puis + 0,7 % au deuxième) ; il **dépasse désormais de 2,8 % son niveau de fin 2019**. Au plan national, l'emploi est également favorablement orienté (+ 0,5 % sur un trimestre au deuxième trimestre 2022 en France métropolitaine) ; toutefois, il est à noter que le rebond est plus marqué qu'au niveau francilien ; ainsi, l'emploi salarié privé dans l'hexagone est supérieur de 3,8 % à son niveau de la période ayant précédé la pandémie.

Immobilier d'entreprises

(dern. information disponible : 3^e trimestre 2022)

La demande placée de bureaux en Ile-de-France s'est élevée à 459 900 m² au troisième trimestre 2022 ; elle a ainsi crû de 11,5 % par rapport au troisième trimestre 2021 mais est restée en retrait de 21,6 % par rapport à l'été 2019. Ainsi, le volume de commercialisations sur les douze derniers mois est resté supérieur au cap des 2 000 000 m² (2 168 500 m²) mais l'offre immédiate dépasse toujours 4 000 000 m² (4 111 000 m²).

Fréquentation hôtelière

(dern. information disponible : 2^e trimestre 2022)

Orientée à la hausse de fin 2016 à fin 2018, la fréquentation hôtelière en Ile-de-France avait déjà marqué le pas, sur fond de mouvements sociaux, en 2019. L'épidémie de Covid-19 a ensuite provoqué une décélération bien plus marquée ; ainsi, en 2020, le volume de nuitées dans les hôtels franciliens a chuté de 67,9 % par rapport à 2019 (- 51,5 % en France métropolitaine). Depuis, l'Ile-de-France reste plus affectée par la crise que les autres régions ; toutefois, **au deuxième trimestre 2022, le nombre de nuitées hôtelières dans la région (18,2 millions) a approché celui du deuxième trimestre 2019** : le déficit a été limité à 4,7 %.

Trafic passagers de Paris Aéroport

(dern. information disponible : septembre 2022)

La tendance favorable observée jusqu'en 2019 pour le trafic passagers de Paris Aéroport s'est brutalement interrompue à partir de la première vague de Covid-19 et l'activité s'est effondrée à partir du printemps 2020 ; sur l'ensemble de 2020, le repli a ainsi été de 69,4 % par rapport à l'année précédente. En 2021, le nombre de passagers de Paris Aéroport s'est redressé et s'est élevé à 41,9 millions (contre 33,1 millions en 2020 mais contre 108,0 millions en 2019). Plus récemment, **la reprise s'est accélérée et, en septembre dernier, le trafic passagers d'Orly et Roissy (8,1 millions) a représenté 86,1 % de celui du même mois de 2019**.

[Dernières informations concernant la France]

Après ses fortes variations - tant à la baisse qu'à la hausse - en 2020, le PIB français s'est redressé tout au long des quatre trimestres de 2021 avant de caler au premier trimestre 2022 (- 0,2 %) ; la « récession technique » a toutefois été évitée puisque la croissance s'est élevée à + 0,5 % au printemps dernier. Dans ce contexte, le taux de chômage s'est replié jusqu'à 7,1 % en France métropolitaine au premier trimestre 2022, soit son plus bas niveau depuis l'été 2008 (7,1 % également) ; parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité (catégorie A) en France métropolitaine (2,95 millions en juin 2022) a diminué entre mai 2021 et mars 2022 avant de devenir plus hésitant (+ 0,5 % en avril dernier, - 0,7 % en mai, + 0,5 % en juin et - 0,0 % en juillet).